

la Chambre des députés, un musulman chiite.

Le système était une combinaison soigneusement dosée de plusieurs intérêts confessionnels où les Maronites étaient assurés d'un rôle *politique* prédominant. Le même rapport selon les sectes s'appliquait à chaque nomination à un poste public. Plus importante encore était l'armée, dont le commandant en chef et de nombreux officiers supérieurs étaient de fervents Maronites. Cette répartition confessionnelle (ou horizontale) ne devait toutefois pas éclipser le rôle et la puissance économique des féodaux et des commerçants qui divisait aussi verticalement le pays en nantis et en démunis, indépendamment de la religion. Par exemple, depuis l'indépendance, en 1943, jusqu'à maintenant, le Liban a été dominé par le même panthéon de dirigeants, musulmans ou chrétiens, et par leurs fils ou leurs protégés. Le Cabinet de six ministres, formé en 1975 pour mettre un terme à la lutte intestine, réunissait trois dirigeants féodaux âgés de plus de 70 ans et deux personnes, dont le premier ministre, qui avaient «hérité» de la caution politique de prédécesseurs appartenant à leurs familles. De toute évidence, la principale faiblesse du Pacte national résidait dans son hypothèse, également verbale, que le Liban et l'univers environnant étaient des entités immuables.

Vulnérabilité du Liban

Mais le temps ne resta pas au beau fixe et la tempête ne tarda pas à s'élever. Le Liban était fort vulnérable aux événements qui débordaient l'horizon étroit de son emprise immédiate. La Première Guerre de Palestine, en 1948, fut un cas d'espèce. Bien que l'armée libanaise n'y ait pas participé, les milieux financiers qui dirigeaient le Liban en retirèrent des avantages concrets. L'imposition du boycottage économique arabe à l'encontre d'Israël raffermi et assura même la position de Beyrouth comme important port de transit en direction et au départ de tout le monde oriental arabe. Par ailleurs, les habitants du Liban, qui virent leur nombre augmenter de 10 pour cent du jour au lendemain par l'arrivée de centaines de milliers de Palestiniens chassés ou s'enfuyant de leurs foyers pendant la guerre, devinrent malgré eux des exilés sur leur propre sol. Personne ne pouvait prévoir à cette époque les conséquences de cette situation.

A peine dix ans plus tard, les faiblesses et les contradictions du Pacte national éclatèrent au grand jour lors de l'ouverture des hostilités entre communautés,

maintenant appelées Première Guerre civile de 1958. Comparativement à la violente guerre civile actuelle, celle de 1958 fut une escarmouche n'ayant fait au plus que quelques centaines de morts; on estime à plusieurs milliers les pertes en vies humaines dans la présente crise.

De nouveau, les répercussions des bouleversements externes du monde arabe se firent sentir sur la scène politique libanaise. L'union de l'Égypte et de la Syrie sous Gamal Abdel Nasser et le renversement du régime monarchique en Irak furent qualifiés par les masses arabes de mouvements progressistes anti-impérialistes. Au Liban, le président Camille Chamoun (ministre de l'Intérieur dans le présent Cabinet de transition) qui, à l'époque, essayait de contrevenir à la Constitution en se présentant pour un second mandat consécutif, subit les attaques acerbes des forces nasséristes pour ses tendances ouvertement pro-occidentales. Les Maronites du Liban n'avaient jamais caché qu'ils se sentaient beaucoup plus proches de l'Europe, de la France surtout, que de leurs compatriotes. Ils s'estimaient investis de la mission de préserver le caractère typique du Liban au sein d'un monde musulman arabe, ce qui impliquait par nécessité leur perpétuelle domination politique et économique. Alléguant une tentative imminente en vue d'attirer le Liban dans le camp socialiste arabe, le président Chamoun fit appel à la sixième flotte américaine pour l'aider à faire face à ses opposants. Lorsque les Marines débarquèrent à Beyrouth, les attaques que l'opposition dirigeait contre le président semblaient totalement justifiées.

Une fois la crise dénouée et la vie revenue à la normale, les Libanais crurent qu'ils avaient «appris une leçon» et qu'un tel désordre civil ne pourrait plus se reproduire. Dans la décennie qui suivit 1958, cet optimisme sembla justifié, car l'économie atteignit des niveaux de croissance inégalés. Toutefois, en l'absence presque totale de ressources naturelles autres que la sagacité des entrepreneurs libanais laborieux, l'économie fondée essentiellement sur les services sembla plus guidée par la «main invisible» dont parlait Adam Smith que par un quelconque projet rationnel de développement. Même les spécialistes reconnaissaient que la meilleure politique d'expansion économique était de ne pas en avoir du tout. A une ou deux exceptions près, la même attitude myope de laissez-faire caractérisa l'approche du gouvernement en matière de bien-être et de justice sociale.

En fait, ce fut, entre toutes, la leçon que les Libanais n'apprirent pas. La guerre